



**HAL**  
open science

# Le patrimoine urbain de Saida : quelle place dans l'intégration urbaine ?

Michael F. Davie

► **To cite this version:**

Michael F. Davie. Le patrimoine urbain de Saida : quelle place dans l'intégration urbaine ?. 2001. hal-01083149

**HAL Id: hal-01083149**

**<https://hal.science/hal-01083149>**

Preprint submitted on 15 Nov 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNESCO  
Séminaire international de Saida  
Projet Intersectoriel «Développement urbain et ressources en eau »  
*Petites villes côtières historiques :*  
*développement urbain équilibré entre terre, mer et société*  
Saida, 28-31 mai 2001

Mardi 29 mai 2001

**Atelier 2** : *Patrimoine, archéologie et la vieille ville : intégration urbaine face au défi du développement socioculturel et touristique*

**LE PATRIMOINE URBAIN DE SAIDA :  
QUELLE PLACE DANS L'INTÉGRATION URBAINE ?**

Michael F. DAVIE<sup>1</sup>

L'exploitation du patrimoine — ici pris au sens large — comme ressource économique est un fait courant dans les pays riverains de la Méditerranée. Partout, des vestiges archéologiques, des bâtiments emblématiques et les centres anciens des villes servent de cadre à la création d'une plus-value économique et culturelle. Églises et mosquées, « vieux quartiers » des agglomérations, souks, châteaux, quais des ports et des marinas, paysages et cadres « authentiques » sont autant d'objets « patrimoniaux » qui ont permis à des pans entiers de la population d'être insérés dans les circuits économiques liées à la tertiarisation de l'économie mondiale. Les activités concernées sont aussi bien formelles qu'informelles, à l'échelle locale, nationale ou globale, produisant biens ou services, générant des fortunes considérables pour certains ou tout simplement permettant à d'autres d'émerger au-dessus du seuil de la pauvreté. La patrimonialisation a mis en marche la spéculation foncière, a provoqué des mutations dans la morphologie et dans l'architecture de ces cadres, a bouleversé la structure démographique et sociale de ces espaces. La question de l'intégration (et donc de l'exclusion), sous toutes ses formes, est partout présente et l'on ne peut la passer sous silence.

Pour le cas qui nous intéresse ici, à savoir l'agglomération de Saida, force est de constater que ses activités économiques se limitent à l'activité portuaire, au commerce général, aux services habituels et à quelques industries légères. Au cœur de celle-ci, une vieille ville, riche en histoire, mais passablement dégradée et appropriée par une population largement immigrée. La diversification des activités,

---

<sup>1</sup> Professeur, Faculté de Droit, d'Économie et des Sciences Sociales, Université François-Rabelais de Tours et chercheur, UMR 6592 « URBAMA », Tours. B. P. 0607, 37206 Tours cedex 03 (France). E-mail : [davie@univ-tours.fr](mailto:davie@univ-tours.fr)

et donc de la multiplication des sources de revenus futurs, se pose alors comme objectif pour résoudre une partie de la question du développement durable de la ville, l'intégration en étant un des volets majeurs. Le patrimoine se présente comme une des ressources à exploiter dans ce sens.

Jusqu'à présent un seul site «patrimonial», purement archéologique, a été mis en avant : le Château de la Mer. Récemment, le Khan al-Franj a été réhabilité, mais sans qu'un sens culturel ou social lui ait été donné, rendant son intérêt économique problématique. Cependant, des actions plus modestes ont permis d'introduire un autre regard sur la valeur patrimoniale de la ville ; elles soulignent une prise de conscience des nombreuses possibilités d'insertion d'objets non-archéologiques dans les circuits économiques. Progressivement, c'est la vieille ville dans sa totalité, et non plus des objets isolés, qui prend sens et valeur ; parallèlement, la société qui y vit est reconnue comme un des acteurs potentiels de sa mise en valeur et donc de la consolidation de son intégration urbaine.

À Saida, comme ailleurs au Liban, le patrimoine se réduit le plus souvent à la mise en avant de vestiges archéologiques, postulant, que seuls les monuments antiques sont dignes d'intérêt. Partant, les circuits touristiques se limitent à visiter des objets déclarés « historiques » lors de leur appropriation par la construction identitaire nationale. Ainsi, le Château de la Mer a plus de « valeur historique », et donc plus de légitimité patrimoniale, que les souks et ses activités en ville. Un discours historique peut aisément être construit sur cette icône de la période croisée que l'on contemple — le geste est symptomatique — en tournant le dos à la ville ; il est par contre plus complexe de construire un discours sur la ville arabe.

La vieille ville, avec son dédale de ruelles, son architecture vernaculaire, ses *khans* et habitations de notables, ses métiers, sa population et son organisation sociale sont alors pour l'essentiel ignorés, sinon méprisés. Par ailleurs, ce cadre urbain, riche en histoire et de solidarités sociales, est perçu comme un objet qu'il est loisible de découper, de percer, de détruire afin de l'ouvrir à la circulation automobile, et donc de la « moderniser ». Elle gêne les acteurs de l'aménagement urbain, affirme-t-on et perturbe l'agencement des schémas directeurs d'urbanisme. Elle est marginalisée dans le projet urbain, sinon simplement contournée, comme la nouvelle corniche démontre aisément. Seuls quelques objets sont arbitrairement préservés et mis en valeur, isolés de leur contexte d'origine, tels le château et le *khân*.

Pourtant, la vieille ville *intra muros* est un des derniers cadres urbains « traditionnels » du Liban, avec celui de Tripoli. On y trouve encore des souks organisés par métiers, une vie de quartier regroupée autour de lieux de culte précis, des survivances d'une solidarité sociale vivace, des petits métiers de rue, des traditions et savoir-faire uniques, une identité urbaine certaine. C'est cet ensemble qui a valeur patrimoniale, et non pas certains objets détachés de leur cadre : que serait un souk sans ses utilisateurs qu'un cadre *kitsch* pour visiteurs occidentaux en mal d'exotisme artificiel et aseptisé ? L'intégration de la population à son cadre est manifeste ; par contre il est en porte-à-faux par rapport aux impératifs du développement et de la modernité. Ainsi, il répond mal aux exigences du tourisme de masse, qui lui donne un sursis dans sa quête d'équilibre.

Se pose alors la question de la place de cette portion de ville dans un système urbain multiscalair, de sa pertinence économique et de l'intégration de sa population au plan social et identitaire à un cadre urbain plus vaste, tout en posant la question,

centrale, de la recherche d'un développement harmonieux.

Le patrimoine de Saida, sa définition et sa pertinence se pose dans les mêmes termes qu'à Beyrouth avant le lancement de son projet de reconstruction. À Beyrouth, le centre-ville, certes physiquement et socialement remodelé à plusieurs reprises depuis le début du XXe siècle, avait été décrié comme archaïque, congestionné et sale. Dix ans après sa destruction, on en vient à condamner la politique de la *tabula rasa* et à souligner l'importance de ces espaces historiques centraux au fonctionnement d'un système urbain complexe ; on en vient même à réinventer des souks « arabes », à concevoir des espaces piétons propices à la convivialité, à regretter ce cadre riche en urbanité. La vieille ville de Saida est encore grandement intacte, malgré les dégradations dûes au manque d'entretien, aux dégâts dûs à la guerre libanaise ou à l'invasion israélienne de 1982 et surtout aux effets de la mobilité résidentielle de sa population.

Cette désaffection ou cet « oubli » de la vieille ville renvoie à des mécanismes classiques, longuement analysés ailleurs dans le Monde arabe dont la « sortie » des notables et bourgeois de la ville suite au développement urbain de la périphérie et leur remplacement par des couches plus pauvres, souvent insolubles constitue un facteur important. Avec la fin de l'artisanat, tué par les usines et la production de masse, la désaffiliation au plan social, la perte des identités locales et l'inaction de l'État et de ses relais, une composition démographique particulière, le vieux-Saida, l'objet pris dans son ensemble, est présenté comme un espace dégradé, indigne d'intérêt hormis quelques édifices emblématiques : résidences particulières, *hammams*, savonnerie, *qishlat*, lieux de culte. Ainsi, au nom du « patrimoine » (que l'on ne s'encombre pas de définir), la société est évacuée et la ville réduite à quelques objets livrés au « tourisme ».

Cette confusion entre patrimoine archéologique et tourisme est très datée : elle renvoie à l'invention même du tourisme en général et au tourisme libanais en particulier. Elle s'estompe pourtant progressivement grâce à une multitude de facteurs convergents, à la fois culturels, économiques et idéologiques. Ainsi, la « découverte » tardive de la vieille ville durant les années 1990 signale une forme de reconquête de cet espace par une classe plus aisée, un « retour » aux racines et aux identités urbaines, une légitimation souhaitée ou affirmée par certaines couches sociales. La société libanaise avait en effet perdu de nombreux repères et de solidarités sociales en adoptant la modernité, synonyme de l'individualisme et suite au repli sur la cellule monofamiliale. L'architecture résidentielle moderne et la disparition des espaces publics de convivialité et de solidarité ont désaffilié des pans entiers de la société urbaine, que la guerre a encore démultiplié. Le patrimoine paraît alors comme une valeur à défendre, un pont nécessaire entre le passé et le futur.

Dans ce contexte, le patrimoine archéologique ne satisfait plus : il est lu comme une simple construction idéologique légitimant la Nation et son ancrage temporel. Or, la Nation pose problème, la guerre en étant la preuve de son échec. D'autres formes de patrimoine émergent alors. La liste est longue, mais mérite qu'on s'y attarde. La musique « traditionnelle » attire des foules importantes lors des festivals d'été ; les restaurants rivalisent de cadres et de plats « traditionnels » ; l'architecture explore des thèmes orientalisants devenus soudainement très à la mode ; des objets de l'artisanat « traditionnel » trouvent leur place dans les maisons ; la recherche s'intéresse à l'histoire sociale, à des histoires de vie ; des colloques sont organisés sur l'architecture vernaculaire, sur des solidarités de quartiers ; la recherche généalogique passionne tout le monde, etc. Du coup, le patrimoine est réinventé et

prend d'autres formes que celui officiellement sanctionné par l'État.

Les vieux quartiers sont maintenant présentés comme étant des lieux chargés positivement. « Retourner » à la ville, retrouver ses racines, vivre dans une maison à l'architecture traditionnelle intéresse les couches aisées. Cette forme embryonnaire de *gentrification* de la vieille ville est soutenue par des acteurs privés de l'économie libérale et permet d'envisager des solutions originales pour le futur de ces espaces urbains. Le Musée du savon des Audi et le Musée de la Ville de Saida de la famille Debbané, en cours de réalisation, en sont des exemples.

La ville de Saida ne constitue ni un cas original, ni même unique dans les pays du pourtour méditerranéen : les exemples marocains (Fès, Marrakech, les *ksour* du désert), tunisiens (la médina de Tunis), égyptiens (la vieille ville du Caire), voire syriens (les réhabilitations de palais dans la vieille ville), catalans (Barcelone), français (Côte d'Azur) ou grecs (les îles) montrent que le cadre urbain, préalablement patrimonialisé, peut être exploité à la fois comme ressource économique et comme producteur de sens social. Ces cadres deviennent des espaces recherchés, cadres signifiants et signifiés.

Pourtant, deux dangers majeurs guettent tout projet de développement exclusivement centré sur l'exploitation du patrimoine : d'une part, l'expulsion de la population par le jeu de l'offre et de la demande du foncier, notamment dans les processus de *gentrification* et d'autre part, la « bazarisation » des activités commerciales, limitées à la seule satisfaction du touriste. Dans les deux cas, le tissu social de la ville est détruit, les activités aseptisées et banalisées au nom d'un exotisme de pacotille. *In fine*, la ville « patrimonialisée » ne fait que reproduire des cadres standardisés partout en Méditerranée, avec ses restaurants « typiques », ses magasins de souvenirs, sa main-d'œuvre saisonnière venue de toutes parts, ses rues piétonnes aux couleurs convenues. Le patrimoine devient l'instrument de la négation de l'intégration urbaine, et peut donc contribuer à la fragmentation socio-spatiale.

Prisonnière des contextes politiques et économiques, cette économie touristique est fragile et ne garantit en rien un développement durable local. Dans le cas de Saida, c'est donc au-delà de la simple exploitation des sites archéologiques ou patrimonialisés qu'il faut regarder. Elle ne peut s'effectuer qu'avec l'implication des populations concernées, au bénéfice de tous, dans un esprit de concertation et de professionnalisme. Cette large concertation, qui renvoie aux logiques et aux mécanismes de la gouvernance urbaine, remet en question des habitudes politiques solidement ancrées au Liban. Car gérer un projet urbain, à travers la prise en compte du patrimoine dans l'espoir de garantir à la fois la paix sociale, la prospérité économique et la diversité politique et sociale, relève de la gageure. Il s'agit à la fois de réfléchir à la dimension locale (la vieille ville) et son articulation à l'agglomération, pour ensuite réfléchir à son insertion dans les logiques nationales et globales. L'intégration de la société tout entière de la vieille ville ne peut s'effectuer sans une prise en compte du reste du système urbain de l'agglomération dans un contexte géopolitique complexe.

La question de l'intégration urbaine face au défi du développement socioculturel et touristique, objet de cet atelier, peut donc se poser par le biais d'une ré-appropriation du patrimoine par différents acteurs. La Municipalité de Saida, la Direction Générale de l'Urbanisme, le *Mouhafez*, ont certes un rôle institutionnel à jouer ; on ne peut raisonnablement exclure les différents ONG, les associations de quartier ou professionnelles, les *moukhtars*, les représentants des familles, les philanthropes et les

investisseurs, les partis politiques et les élus. C'est dans des cadres à inventer que la négociation urbaine est à effectuer, une sorte de *grass-roots democracy* qu'un sentiment de co-responsabilité peut émerger. Les nouvelles formes et expressions de patrimonialisation signalent que de nouveaux acteurs sont actifs et constituent le vivier de toute réflexion et action autour de l'intégration.